

## Élargissement à l'est de l'U.E.: vision de la Ligue

Position de la Commission Élargissement (Varsovie - 15 mai 1998)  
adoptée par le Conseil Central de Londres (19 juin 1998)

### A. Les raisons de l'élargissement

L'élargissement visant à admettre dix États candidats d'Europe centrale et orientale (PECO) <sup>[\*]</sup> et Chypre renforcera le dénouement de la guerre froide en contribuant à achever le passage de ces pays du régime communiste à la démocratie et d'une économie planifiée à l'économie de marché, c'est-à-dire en réconciliant l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest sur une base analogue à celle de la réconciliation franco-allemande. Ce 3<sup>e</sup> retour à l'Europe<sup>3</sup> poursuit deux objectifs principaux. Le premier consiste à garantir la paix dans l'ensemble de l'Europe pour éviter que le XXI<sup>e</sup> siècle en Europe ne ressemble au XX<sup>e</sup> et que les années 1914 et 1939 appartiennent définitivement au domaine du souvenir. Le deuxième objectif consiste à donner à l'Europe le poids qui lui revient de droit dans le monde des affaires.

[\*] Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

### B. Vision de la Ligue sur l'UE élargie

La vision que la Ligue souhaite voir se réaliser grâce à l'élargissement à l'Est de l'UE se compose des éléments suivants:

1. une zone de paix, de prospérité, de démocratie et de respect des droits humains et des minorités, s'étendant de l'Atlantique à la Baltique, de la Méditerranée à la Mer Noire,
2. une Union européenne active dans la prévention des conflits et le maintien de la paix en étroite collaboration avec l'ONU et l'OTAN,
3. une relation d'amitié et de coopération qui continue à progresser entre l'Union européenne élargie et la Russie et également avec les autres pays situés plus au Sud et plus à l'Est,
4. une Union réformée institutionnellement capable de fonctionner plus efficacement après l'élargissement, et dotée, en particulier, d'une procédure décisionnelle efficace basée sur un vote majoritaire et accordant au Parlement européen un rôle prépondérant,
5. une Europe évoluant de plus en plus vers "l'Europe des Régions" - administrativement, économiquement et culturellement - au sein de laquelle le niveau de la prise de décision se rapproche autant que possible du citoyen,
6. pour les anciens membres de l'UE, un marché intérieur élargi pour leurs produits et une main-d'œuvre nombreuse et compétente - à prix raisonnable -, de nouvelles opportunités d'investissement, avec des économies d'échelle menant à une Europe plus concurrentielle sur le marché mondial; pour les nouveaux membres, un accès complet au Marché unique et la participation à une zone de cohésion économique et sociale,
7. une Europe qui - tout en reconnaissant que l'OMC offre le cadre le plus adapté pour la libéralisation multilatérale du commerce - exerce le rôle de leader de cette

organisation en insistant sur le fait que la libéralisation du commerce mondial s'accompagne de mesures sanitaires et sociales destinées à prévenir la dégradation sociale,

8. une Europe qui défend des politiques innovatrices de création d'emplois,
9. une Europe qui réévalue son modèle social et développe un dialogue efficace entre l'État, les employeurs et les travailleurs dans le domaine des salaires et des conditions sociales et de travail,
10. une Europe au sein de laquelle le développement rural et la réforme de la PAC assurent un avenir rentable pour la population agricole européenne et des perspectives séduisantes pour le monde rural,
11. une Europe dans laquelle les nouvelles technologies se développent au sein d'un environnement propre,
12. une Union européenne dont la zone géographique élargie est dotée de réseaux de liaison efficaces de communication routière, aérienne et navale,
13. une Europe qui offre à ses citoyens une zone de sécurité interne dans laquelle les autorités nationales coopèrent pour éradiquer le crime organisé.

#### C. Vision de la Ligue pour l'avenir des PECO

La Ligue souhaite voir les PECO

1. adopter et mettre en vigueur les acquis communautaires
2. **construire** et maintenir des institutions administratives stables et efficaces aux échelons national, régional et local
3. **développer** une "société civile" dotée d'un "secteur tertiaire" actif
4. **assurer** la création d'un environnement offrant la capacité de réaliser l'achèvement de la transition
5. **réaliser** la transition économique, processus plus large et à plus long terme que l'accession à l'UE
6. **réformer** les secteurs sociaux négligés - les systèmes de pension, de soins de santé, l'éducation, etc...
7. **assister** la croissance des PME de manière à contribuer à créer une société d'entreprise et une classe moyenne
8. **renforcer** les secteurs financier et bancaire
9. **restructurer** leur agriculture
10. **développer** leur transport et les autres infrastructures
11. **introduire** de nouvelles technologies capables de respecter l'intégrité de l'environnement.

- - - - -